



Africa Europe Faith and Justice Network ***Réseau Afrique Europe Foi et Justice***

ECHOS D'AEFJN

N. 11 – mai 2014

www.aefjn.org

aefjn@aefjn.org

REFLEXION

Après les années de service j'ai toujours un rêve !

Après huit ans au service d'AEFJN, il est temps pour moi de dire au-revoir et c'est l'occasion de revoir quelques changements survenus au cours de ces années. La crise mondiale a appauvri beaucoup d'Européens; la montée de l'Afrique l'a fait devenir le 'continent convoité' pour ses nombreuses ressources. AEFJN devenant plus africain, la conscientisation sur les questions économiques et le lobbying pour des politiques plus justes, mais avec une vision et une conviction, nous amènent comme une étoile vers un système économique alternatif basé sur la solidarité et la durabilité. J'ai un rêve! Un jour tous les hommes et toutes les femmes sur la Terre, y compris les décideurs et les politiciens, auront à cœur le bien-être de *tous* les peuples de la Terre. Et lorsque les dirigeants du pays et du monde 'parleront affaires', ils se demanderont l'un à l'autre : *Monsieur le Président/Madame la Présidente, de quoi avez-vous besoin pour développer votre pays ?* Et ensemble ils trouveront les meilleures politiques pour promouvoir le développement et la vie de la communauté mondiale. [En savoir plus](#)

DU BUREAU D'AEFJN

L'évasion fiscale: pas un problème légal mais un problème d'attitude

L'évasion fiscale est une des principales causes structurelle de la pauvreté dans le monde car elle implique un transfert massif de richesse des pays pauvres aux pays riches et elle facilite les pratiques criminelles et la corruption. En Afrique, cette pratique a des conséquences dramatiques pour les gens qui vivent en pauvreté et pour leurs sociétés, dont les gouvernements ont des problèmes pour offrir à la population des services de base tels que les soins de santé et l'éducation pour tous les citoyens. La méthode d'évasion fiscale la plus inéquitable se produit lorsque de grandes compagnies et des donateurs poussent les gouvernements des pays en voie de développement à donner des incitants fiscaux à des compagnies étrangères qui opèrent sur leur territoire. La plupart des incitants fiscaux en Afrique sont appliqués à l'exploitation de ressources naturelles ou pour des compagnies d'agro-industrie, ils sont négociés derrière des portes closes et il n'y a pas de mécanisme public de contrôle. [En savoir plus](#)

A LA UNE

Nourriture et agriculteurs : lorsque les partenariats public-privé deviennent des prises de contrôle par des entreprises

D'après le rapport du 'World Development Movement' (mouvement mondial pour le développement), l'initiative du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition favorisera les intérêts de l'agro-industrie extractive en Afrique aux dépens des agriculteurs familiaux. Les pays africains qui s'inscrivent pour l'initiative sont exhortés à changer leurs politiques afin de recevoir de l'aide

financière du G8. Les changements de politique requis favorisent l'expansion d'activités en Afrique des compagnies impliquées dans l'initiative du G8. Ces compagnies s'intéressent à acquérir des matières premières agricoles afin d'assurer la manufacture de leurs produits alimentaires. D'autres entreprises impliquées sont intéressées à accéder à de nouveaux marchés ou à s'en emparer pour vendre leurs produits ; il s'agit spécialement des producteurs de semences hybrides, d'engrais et de pesticides. L'accès à la terre et la souveraineté sur les semences des agriculteurs familiaux sont mises en danger par l'initiative du G8, parce qu'elle pourrait amplifier le phénomène d'accaparement des terres. [En savoir plus](#)

AFRIQUE

Moralité et développement de l'Afrique

Le Rév. Dr. Mvume Dandala réfléchit à la moralité nécessaire pour stimuler le développement de l'Afrique. Le continent africain a mené des batailles puissantes, il s'est fait le champion de la cause de la liberté, en refusant d'accepter une position de soumission aux détenteurs du pouvoir. Cependant des Africains continuent à souffrir, même des mains de leurs propres parents et amis. Le problème de l'Afrique est la capacité morale de l'Afrique de faire ce qui est juste pour l'Afrique. Le déclin de la conscience morale rend moribonde la responsabilité de rendre des comptes. Le christianisme a-t-il quelque chose pour résoudre cette impasse morale ? Nous n'avons pas traité efficacement la question de l'incarnation du Christ en Afrique. L'Afrique peut-elle faire écho aux paroles du Christ : « Je ne suis pas venu pour détruire, mais pour accomplir. » ? Cependant le don d'UBUNTU que l'Afrique peut offrir au monde demande que nous embrassions et affirmions le fait de l'unité de la race humaine. [En savoir plus](#)

PLAIDOYER

Visite AEFJN Sénégal : Rencontres société civile sénégalaise et paysans

Au mois de mai, Gino Brunswijck du Secrétariat International d'AEFJN s'est rendu au Sénégal pour rencontrer des organisations de la société civile sénégalaise. Sur place il a promu le travail d'AEFJN ainsi que le relais de la campagne pour un moratoire sur les acquisitions de terres à grande échelle, lancée par AEFJN. De leur côté ces organisations ont partagé leurs expériences à propos des acquisitions de terres à grande échelle au Sénégal. Gino Brunswijck s'est également rendu dans des zones rurales affectées par des investissements agricoles ou la location/ vente de terrains. Sur place, Gino a échangé avec des paysans qui ont perdu leurs terres et il a également parlé aux riverains des conséquences de la perte de terres pour leur sécurité alimentaire. Gino s'est également rendu à un village où les paysans ont perdu leurs terres à cause de compagnies minières. Dans les Echos du mois de juin vous trouverez un article avec de plus amples informations sur cette question. [En savoir plus](#)

Rencontre avec le Ministre conseiller de l'Ambassade de Madagascar

Le 7 mai, AEFJN a rencontré Mr. Ibrahim Norbert Richard, Ministre conseiller de l'ambassade de Madagascar à Bruxelles. AEFJN était représenté par Jose Luis Gutierrez Aranda qui était accompagné par le Dr. Ramahatafandry Voahangy, membre de Be-cause-Health, la plateforme belge pour la santé internationale. Au cours de la réunion, la délégation d'AEFJN a exprimé sa préoccupation au sujet de la situation actuelle d'accaparement des terres qui se passe à Madagascar, du risque, pour la population, de perdre l'accès à des médicaments de qualité et des conséquences de la mise en œuvre de l'APE provisoire ratifié par Madagascar en 2012. [En savoir plus](#)

AGISSEZ

Action pour le commerce alternatif

A cause de la politique commerciale inéquitable dans le cadre du commerce international, AEFJN invite chacun, les instituts religieux, les organisations chrétiennes et tout autre groupe à adresser une lettre de pétition à vos gouvernements, à l'Organisation Mondiale du Commerce, à la Banque Mondiale et à la Commission Européenne, pour adopter une politique commerciale alternative afin d'éliminer quelques-unes des causes structurelles de la pauvreté et de renforcer l'économie des pays en voie de développement. Les nouvelles politiques commerciales doivent respecter les droits humains, être approuvées par les parlements et inclure la participation de la société. AEFJN vous propose de signer la lettre de pétition que vous pouvez trouver à la fin de ce document et de l'envoyer à au moins trois des acteurs compétents en matière de politiques commerciales. Vous pouvez adapter la lettre de pétition à votre pays et votre réalité. Nous incluons aussi dans ce document l'adresse des institutions internationales. [En savoir plus](#)

VIDEOS

[Our Land Our Business \(Notre Terre – Notre Affaire\)](#)

Vidéo sur la campagne sur la campagne « Notre Terre – Notre Affaire (Our Land Our Business) (1m49)